

Interview exclusive

Pierre Maudet veut renouer avec l'authenticité

Face aux deux blocs de gauche et de droite, le candidat au Conseil d'État Pierre Maudet défend une autre manière de faire de la politique.

Élection au Conseil d'État Second tour

Laurence Bézaguet
Sophie Davaris

Il représente la grande inconnue de l'élection du 30 avril. L'ex-enfant prodige de la politique réussira-t-il à réintégrer le gouvernement genevois? C'est possible. Condamné par la justice pour acceptation d'un avantage après son voyage offert à Abu Dhabi, ostracisé par ses pairs, Pierre Maudet a réussi à conserver son aura et sa crédibilité auprès d'une large frange de la population. Face aux deux blocs de gauche et de droite constitués face à lui, comment se situe-t-il? Que propose-t-il s'il est élu? Pierre Maudet a accordé un long entretien à la «Tribune de Genève».

Vous êtes arrivé 6^e au premier tour de l'élection au Conseil d'État et avez fait élire dix députés au Grand Conseil, déjouant bien des pronostics. Votre analyse sur ce résultat?

C'est le fruit d'un travail acharné. Le résultat nous a surpris nous-mêmes. Nous n'étions certes pas partis de rien, il y avait tout le travail réalisé lors des permanences. Mais sur la forme, nous avons constitué un mouvement fin septembre, début octobre. Il a fallu former une liste, trouver des fonds, ce qui nécessite normalement beaucoup plus de temps. Ce résultat est la conjonction du grand professionnalisme d'une conseillère politique de talent, Nadia Méric (*ndlr: sa directrice de campagne*), qui a construit une stratégie audacieuse, et de l'engagement total des candidats. On m'avait dit: «Tu es fou, tu devrais mettre 100 noms sur ta liste, des gens qui sont allés à l'école à Genève et qui ont un réseau...» J'en ai mis 30. J'ai choisi la cohérence, un groupe où chacun pouvait s'imaginer être élu. Ça a marché. Les gens ont reconnu une dynamique collective.

Vraiment? On sentait plutôt un groupe alibi...

Le risque était de former un groupe alibi, dont j'aurais été le socle. Or, c'est l'inverse: c'est le mouvement qui est le socle. Ma véritable déception, c'est la faible proportion de femmes élues, une seule sur dix députés.

Comment l'expliquez-vous?

Tous les partis sont encore trop marqués par une approche très conventionnelle de faire campagne. Cela est aussi valable sur la question de l'âge. Nous sommes allés faire campagne au bowling de Balexert. Ce fut une révélation. Pour les jeunes de 18-25 ans, le fait de manier l'enveloppe de vote n'est pas intuitif. Leur conscience politique est faible. Alors que

l'électronique est partout dans leur vie, le monde politique n'est pas adapté. Nous avons d'ailleurs un projet pour faciliter le vote électronique. La liste Libertés et justice sociale (LJS) a ciblé ces gens qui ne votaient pas ou plus – on a d'ailleurs fait un fort taux aux Avanchets. Cela dit, on a pris un risque en jouant une carte resserrée. J'ai vu 80 personnes, on en a gardé 30.

Quels étaient vos critères?
S'obliger à voir la grille politique différemment. Bannir l'esprit revanchard, même s'il était facile de trouver des gens ayant des comptes à régler avec le PLR. Je voulais un esprit positif et constructif. Le deuxième critère était de se départir des frontières partisanes traditionnelles pour créer des passerelles entre diffé-

«On m'avait dit: «Tu es fou, tu devrais mettre 100 noms sur ta liste, des gens qui sont allés à l'école à Genève et qui ont un réseau...» J'en ai mis 30. J'ai choisi la cohérence.»

rents mondes qui ne se côtoient pas habituellement. Il a fallu aller chercher les voix. Le point central, le critère absolu était d'accepter de faire de la politique par projet. Nous nous sommes engagés à en réaliser 25 dans les cinq ans à venir.

Quelle est votre stratégie pour cet entre-deux tours, seul face à deux blocs?

J'ai été plus spectateur qu'acteur après le 2 avril. Mon sentiment est que la mise à jour du logiciel ne s'est pas faite tout de suite. Le mardi 4 à midi, certains n'avaient pas encore compris qu'une nouvelle formation politique intégrait le parlement. J'y ai vu un manque de respect de l'électorat. Quand un conseiller d'État sortant (*ndlr: Antonio Hodgers, interrogé sur [tdg.ch](https://www.rts.ch/actualites/actualites/2023/04/04/antonio-hodgers-interroge-sur-tdg-ch-a-uni-mail) à Uni Mail*) vilipende le peuple qui a osé voter pour moi, on peut s'interroger sur le respect du verdict populaire. Puis il y a l'aspect politique: on devrait pouvoir discuter des idées. Et enfin, l'aspect mathématique: la politique, c'est un rapport de force. On peut le prendre comme on veut, mais LJS sera le groupe charnière de la législature pour composer des majorités.

La droite veut faire barrage à votre élection, qu'en pensez-vous?



Entretien Pierre Maudet, ce «survivant», selon ses mots, évoque ce que les épreuves lui ont appris. GEORGES CABRERA

Si on lit leur communiqué de presse, le premier motif serait de faire barrage à la gauche, le 2^e serait de refléter le parlement. Mais quel est le programme? Les dix élus de LJS l'ont été sur plus de 20 projets. Nous, nous sommes dans une logique constructive à l'antipode d'un cartel. Rien ne peut avancer dans une logique de blocs. En Suisse, bloc = blocage. Cela donne le sentiment, à droite, d'une logique de cartels, de syndicats d'élus.

En voyant Le Centre et le PLR s'allier à l'UDC?

Cela me laisse perplexe. Vous avez face à vous un homme politique radical, c'est-à-dire qui a des racines humanistes, qui sait où il se trouve, sans compromission, et qui sait ce que notre pays doit à l'immigration et à l'ouverture. Je sais aussi que Genève a besoin d'une économie forte pour un social fort. Vous entendez, comme moi, des adhérents de ces partis. Ils sont interpellés. On verra le 30 avril si ce compromis idéologique est une stratégie payante. Pour moi, c'est une approche dépassée. Faire barrage, mais à quoi et pour faire quoi ensuite? Je pense que nous devrions fonctionner par projets.

Longtemps classé à droite, pouvez-vous sincèrement vous dire ni de gauche ni de droite? Quid de l'étiquette populiste qu'on vous a accolée?

Les mots ont leur importance. Ne soyons pas dupes, le terme de populiste est utilisé par mes adversaires politiques pour me disqualifier. C'est une utilisation paresseuse qui évite de relever le défi qui leur est posé: reconstruire une véritable offre politique. Je me qualifie de républicain. Le populiste oppose le peuple au politicien. Le républicain veille à réaliser les aspirations populaires.

Si vous êtes élu, quelles seront vos priorités au Conseil d'État?

L'erreur consisterait à se précipiter tête baissée dans un débat d'attribution des départements et à s'adonner à des règlements de comptes post-électoraux. Une législation peut très mal démarrer si on ne prend pas de hauteur. Si victoire il y a - je ne pars pas gagnant -, vu la logique des blocs et les personnes en présence, la priorité sera de laisser retomber le soufflé et de s'accorder sur des constats structurants pour le canton. Où est-ce que ça brûle? Sur le front du logement et de l'emploi principalement.

Que proposez-vous?

Le gouvernement devra prendre des initiatives et changer de grammaire. Adopter une approche plus transversale, plus déterminée, plus agile et rapide. Il faut un changement de ton, d'échelle et de rythme. Il a fallu cinq ans pour accoucher d'un projet de loi sur l'aide sociale qui

«Ne soyons pas dupes, le terme de populiste est utilisé par mes adversaires pour me disqualifier. C'est une utilisation paresseuse qui évite de relever le défi qui leur est posé: reconstruire une véritable offre politique.»

n'évoque même pas la réinsertion professionnelle alors que c'est un élément central de la dignité des personnes. Genève est l'une des villes les plus chères du monde. Malgré 1,7 milliard d'excédent de recettes fiscales, une bonne partie de la population ne bénéficie pas des fruits de la croissance. L'important dans une collectivité est de créer du lien social. Cela passe notamment par l'accès au travail, la reconnaissance de sa valeur et de la dignité qu'il confère. Il faut des faiseurs et des rassembleurs au gouvernement. Prenons la mobilité: le statu quo n'est pas possible. Comme le disait mon mentor Guy-Olivier Se-

gond, la politique est l'art de rendre possible ce qui est nécessaire. On peut améliorer la qualité de vie des gens, désencombrer le centre-ville, mais sans ériger une catégorie d'habitants contre une autre. Le changement est nécessaire, mais tout est dans la méthode.

Gouverner aux côtés de collègues qui ne cachent pas leur hostilité à votre égard sera-t-il possible?

Personnellement, je suis dans une logique collaborative. Le Conseil d'État n'est ni une amicale de pétanque ni un cercle de directeurs de conscience qui édictent un code moral. Ce n'est pas non plus une addition d'individus. Un gouvernement, c'est un groupe de personnes désignées pour agir puis rendre des comptes dans un champ légal, pas moral. Il doit prendre des initiatives, dessiner l'avenir du canton sur la base d'une vision partagée, gérer des situations de crise et dégager une intelligence collective.

À Berne et dans le reste de la Suisse, on s'étonnerait de votre retour...

Je suis le moins bien placé pour vous répondre. Car cette hostilité, je ne la ressens pas. J'ai gardé de bons contacts avec la plupart des conseillers d'État d'autres cantons. J'ai adoré les conférences intercantionales, une activité passionnante qui nous place à la bonne échelle: de vraies so-

lutions peuvent être trouvées grâce à des approches transversales. Le verdict ultime sera le verdict populaire.

Vous attendez la confirmation de votre condamnation par la Cour de justice...

Indépendamment de la décision de la Cour de justice, je m'en suis excusé, j'ai questionné mes certitudes, et je pense avoir largement payé.

En quoi cette affaire vous a-t-elle changé?

Par la force des choses, j'ai été amené à prendre du recul. J'ai connu dans ma première vie une trajectoire linéaire, un succès ascendant avec une arrogance elle aussi ascendante. Je me rends compte aujourd'hui que l'hystérie de cette affaire a été à la mesure de l'arrogance perçue, notamment par les médias.

Aviez-vous conscience, alors, de cette arrogance?

Oui et non. Cette hystérie, je l'ai aussi construite. J'ai par exemple perçu un changement complet d'approche dans mon parti quand j'ai réalisé un bon score à l'élection au Conseil fédéral. Le succès est à double tranchant: vous avez un potentiel déflagrateur, mais vous l'avez aussi contre vous-même. Ce que j'ai donné à voir ne correspond pas à ce que je suis vraiment. La grande leçon que je retiens est que dans le champ politique, on

«De par mes racines, je ne suis pas un homme d'argent, mais je dois être prudent et vigilant avec les personnes qui sont des hommes et des femmes d'argent.»

pas catholique, mais je pense que moralement, c'était profondément juste.

Accepterez-vous mieux la critique?

Je peux dire que j'ai éprouvé la capacité à entendre la critique! J'ai pu prouver une certaine résilience et tenir auprès de ma famille. Je sors de cette histoire avec une autre perception de la dimension collective. Si je suis élu, je la jouerai plus collectif, quitte à ce que cela prenne plus de temps. J'aimerais retourner vers les cadres intermédiaires, ceux qui gèrent 20 à 25 personnes et qui sont un peu désemparés car déresponsabilisés.

Qu'est-ce qui vous pousse à revenir dans l'arène politique?

Les mêmes éléments qui m'ont fait tenir. Une conviction forte qu'il vaut mieux participer que subir. La politique est l'activité la plus passionnante qui soit car elle réunit des gens qui se posent la question du projet de société. Mon travail actuel est passionnant, je gagne bien ma vie, mais ma flamme, c'est par la politique qu'elle peut s'exprimer le mieux. C'est par elle que je peux amener autre chose.

La politique, c'est votre vie?

Est-ce que c'est ma vie? Ce qui a du sens pour moi, c'est de me mettre au service de la collectivité. Jeune, j'ai été pompier volontaire, j'ai fondé le parlement des jeunes. Il faut se poser la question d'où l'on vient. J'ai grandi à l'abri de la pauvreté et de la richesse, mes parents m'ont transmis la notion de la très forte valeur du travail. Je suis le petit-fils d'un postier des Grisons, je n'avais pas de perspectives particulières. Je crois profondément à la méritocratie.

Vous voulez gouverner autrement: moins dans l'hypercontrôle?

Être conseiller d'État n'est pas un travail, on l'est en permanence. Mais il ne sera ni possible ni souhaitable de reprendre le même rythme qu'avant. Dans ma période ascendante, je ne lisais plus rien que les journaux et les rapports. Ça assèche. Pascal Couchepin, avec qui j'ai gardé des liens, m'a dit que chaque mercredi, après les séances du Conseil fédéral, il partait marcher loin de Berne. Chacun peut prendre de la hauteur différemment. Si je suis réélu, je serai davantage conseiller d'État que chef de département. Je voudrais être moins dans le micromanagement. Après deux ans de recul, j'aimerais faire ressortir les problèmes qui n'ont pas été réglés par la Constitution entrée en vigueur il y a dix ans: les relations aux communes, la question transfrontalière.

Pour en revenir à l'affaire qui vous a beaucoup coûté, diriez-vous qu'elle est due à une certaine fascination pour le monde de l'argent?

Votre question est très directe et donne à penser. (*Silence*) En accordant à une sphère qui n'était pas la mienne, il est vrai que j'ai pu avoir le sentiment d'accéder à une autre catégorie sociale. On est plus intelligent après. Si j'avais su que ce voyage me vaudrait une condamnation huit ans après, j'aurais agi différemment. Car au fond, la Formule 1, ce n'est vraiment pas mon truc. Je n'ai manqué de rien dans mon enfance, mais je n'ai pas été exposé à côtoyer le monde de l'opulence. Dans mon activité privée, je vois que l'on peut gagner vraiment beaucoup plus que dans le public. Particulièrement dans le numérique. Mais je vois aussi qu'on peut perdre la tête.

De par mes racines, je ne suis pas un homme d'argent, mais je dois être prudent et vigilant avec les personnes qui sont des hommes et des femmes d'argent. Cela étant dit, de manière générale, la question de lobbying et des intérêts financiers, notamment à Berne, devrait être questionnée.

Lire l'éditorial en une:
«Dernier sprint pour le conseil d'État»

PUBLICITÉ

PLR
Les Libéraux-Radicaux Genevois

Nathalie Fontanet

Anne Hiltbold

ÉLECTION DU 30 AVRIL AU CONSEIL D'ÉTAT

L'ALLIANCE GENEVOISE
avec Delphine Bachmann, Philippe Morel, Lionel Dugerdil

Le Centre Genève, MCG, UDC